



ALERTE : TOURISME !

Actuellement le tourisme représente 10% du PIB (Produit Intérieur Brut) mondial, 10 % des emplois et **la première industrie au monde, nous dit l'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme).**

Boris Johnson (Premier Ministre Britannique) veut « relever l'économie anglaise à l'aide du tourisme ». Sur les côtes océanes du monde, des aménagements sont construits contre la montée des eaux afin de « sauver l'industrie du tourisme ». En France, nous avons un Conseil Interministériel du Tourisme et le dernier « Sommet Destination France » de novembre 2021 soutient le secteur, après le Covid, à hauteur de 38 milliards d'euros, avec en plus 15 milliards à l'industrie aéronautique très liée au tourisme, plus des millions d'euros d'argent public investis en observatoires, bureaux d'études et start-up concernant le tourisme (voir dossier de presse Destination France). Carole Delga, présidente de la Région, insiste sur « Occitanie première destination » avec prévus, par exemple dans l'Aude, golf et hébergements à Fontiers-Cabardès, 110 chalets pour touristes à Quillan et en Ariège, « Vallées ingénieuses » (Orlu et Luzenac) pour 51 millions d'argent public et le projet Coucoco de Montbel pour 3 millions d'euros. Du cyclotourisme partout etc, etc.

En Ariège, nous avons un Observatoire du Tourisme et l'ADT (Agence Départementale du Tourisme) qui souhaite « une augmentation du PIB du tourisme de 20 % d'ici 2030 » (Alain Toméo, président de l'ADT et de la Com.com de Mirepoix, porteuse du projet « complexe hôtelier au lac de Montbel » (voir La Gazette du 22 octobre 2021 et l'Ariégeois de décembre 2021). Enfin, à chaque page des nouveaux PLUI (P.L.U. Intercommunaux) on rencontre des projets touristiques, par exemple 180 nouveaux hébergements prévus dans la Com.Com de Mirepoix, tout à fait en contradiction avec le PADD (Plan d'Aménagement et de Développement Durable) qui prône « la préservation des espaces naturels et agricoles » (Loi 101-2 Code Urbanisme) et sur lequel sont censés s'appuyer les PLUI.

Cette « mise en tourisme du monde » (Rodolphe Christin), identique à sa mise en industrie au XVIII et XIXème siècles, ou sa mise en numérique au XXème siècle, est justifiée par élus et populations, dans l'espérance de « retombées économiques », (aux chiffres introuvables dans toutes les institutions concernées !) censées faire « revivre le territoire », le « vivre » étant réduit ici à sa dimension économique. Revivre, disent-ils, car en Ariège et ailleurs, après 70 ans de plan de destruction massive des tissus paysan, artisan puis industriel par les élus et les entreprises, évidemment que ces territoires sont « sinistrés » ; et si attirer des passants solvables est la seule solution proposée — et très fortement subventionnée par le département, la région et l'État — évidemment que « tout le monde finit par en vivre et y travailler » : aménagements d'infrastructures, commerces, restauration, produits locaux, bibelots, spectacles, activités, gasoil et fameux « emplois créés » (ski, guides, saisonniers précaires).

Mais même en supposant que le Tourisme soit une solution, concernant les emplois créés, il faudrait vraiment beaucoup de projets touristiques, genre Lac de Montbel (4 CDI et 12 saisonniers !) pour retrouver, y compris les emplois induits, le niveau, par exemple, des 10 000 emplois industriels, directs et indirects dans le textile et l'aluminium, du pays d'Olmes avant 1995, ou plutôt, car on ne soutient pas forcément la société industrielle, les 80 % de paysans et d'artisans qui peuplaient nos campagnes avant le XXème siècle.

Les élus et les entreprises veulent attirer un grand nombre de touristes parce que c'est une ressource qui est là, immédiate. Mais pourquoi cette ressource est-elle au rendez-vous ? La concentration dans les villes, ajoutée à l'accélération techno numérique et au salariat (c'est-à-dire à des emplois privés de sens), engendrent un besoin de compensation qui se déverse chaque week-end sur plages, campagnes et montagnes afin de goûter un peu d'air pur, de repos et d'illusion d'un Ailleurs. « En même temps que la ville se développe le besoin d'en sortir » (Bernard Charbonneau).

Le marketing a bien repéré cette fonction compensatoire du déplacement hebdomadaire, proposant des « séjours de déconnexion au coeur de la nature » ou bien « un Ailleurs où la nature vous enveloppe, remplaçant le tic-tac de l'horloge par le crissement des feuilles sous nos pieds. Là, on oublie hier et demain, pour simplement vivre le présent. » Cette analyse parfaite de notre rapport au travail est en fait une publicité de « Cabane, Nature et Spa », l'investisseur du complexe hôtelier Coucoco au Lac de Montbel.

La vie n'est plus un tout, une continuité, mais l'addition de deux temps séparés, contraires : le travail-loisir compensateur, le besoin généralisé de quitter « l'usine » devenant désir grâce au marketing. L'analyse est valable pour le télétravail : travail et loisir, dans un même lieu mais à des moments différents. Cela correspond à notre destin de producteurs-consommateurs.

Le tourisme est donc le produit de la société industrielle, pour une part avec les transports motorisés, l'énergie dépensée et la construction standardisée d'hébergements, mais surtout avec le travail salarié subordonné (cf. Alain Supiot). Il est aussi le produit de l'émergence d'une classe moyenne solvable, de la société de consommation qui a suivi, et du marketing. Les projets touristiques se font dans un mépris des autochtones et des touristes que l'on ne considère que relativement à leur carnet de chèques. Le tourisme de masse est lié aux années 60 : plan gaullien d'hébergements touristiques sur le littoral méditerranéen afin de retenir en France la « destination Espagne ».

Cela dit, la « ressource » (le touriste) est là... ou pas !

Exemples : cataclysme (Indonésie), attentats (Egypte, Tunisie), guerres (Turquie, Chypre, Egypte = moitié moins de touristes dû à l'absence des Ukrainiens et des Russes), Covid (62 millions d'emplois détruits en 2020 et 4000 milliards de perte pour le PIB mondial d'après l'OMT), modes, etc.

La souhaitable souveraineté — et non la sécurité — économique ne peut donc reposer sur une ressource encore plus aléatoire que toute l'économie qui l'est également. Appuyer l'économie sur le tourisme exogène et versatile est un pari.

« Nous ne sommes pas contre la liberté de se déplacer mais contre le financement et le soutien à coup de milliards pour nous donner les moyens et la soif de nous déplacer et nous faire croire que ces déplacements sont tenables écologiquement, socialement et économiquement » (Guide de l'Office de l'Anti-Tourisme, n°2). Nous nous réjouissons donc de l'abandon des projets liés au tourisme comme Europacity en novembre 2019, Roybon dans l'Isère en juillet 2020, le terminal 4 de Roissy en février 2021, le Surfparc artificiel de St Père en Retz (suspendu en juillet 2021), le port de plaisance de Brétignoles et nous attendons celui du complexe hôtelier au Lac de Montbel.



Les congés payés du 20 juillet 1936 (cf. l'historien Alain Corbin), proposés plusieurs fois sans succès mais que le patronat s'est vu contraint, sous la pression du Front Populaire, d'octroyer pour faire accepter un capitalisme qui se durcissait encore plus, furent un temps vécus par les bénéficiaires comme un simple bonheur de ne pas avoir à se rendre à ce travail subordonné. Mais, inquiets de ce que les ouvriers, surpris, pourraient faire de cette semaine de congés, la bourgeoisie, l'Eglise et les syndicats se sont empressés d'émettre des propositions d'activités, de virées culturelles ou divertissantes. Mais ces activités étaient gratuites ou peu onéreuses (vu les bas salaires). Leur but était, sous prétexte d'édification, la simple occupation du temps et elles utilisaient les infrastructures existantes à l'usage des populations locales. Protourisme ?

Toutefois, ce temps libre des congés payés en 1936 était déjà décrit comme un besoin de compensation au dur labeur par les ouvriers et de « renouvellement des forces de travail » par le patronat.

Avant 1750 les déplacements étaient liés à la stricte nécessité personnelle.

Autour des années 1800 avait commencé un phénomène de déplacement hors de chez soi et hors nécessité, pour le plaisir, mais réservé aux aristobourgeois, d'abord pour des raisons médicales (les fameux bains de mer) mais très vite surtout pour la vie sociale. Ainsi naquirent les « stations » de Brighton, Dieppe, Ostende, plus tard Biarritz, structures dédiées et marchandisées (hôtels luxueux, salons, promenades).

On peut lire à ce sujet « L'invention de la plage » d'Alain Corbin. Plage dont la première représentation est attestée dans la peinture. En ce XIX^{ème} siècle l'hygiénisme proposait aussi des jardins... payants, pour promenade. Notons que ce désir d'évasion correspond au début de l'ère industrielle que subissaient aussi, avec sa pollution, bien qu'elles en fussent les auteurs, ces classes privilégiées.

Tout cela signifie que le Tourisme, cette envie de se déplacer pour se déplacer, n'existe pas de tout temps, mais est historique, inédite, fabriquée. On peut tenter de la définir, pour les aristobourgeois du XIX^{ème} siècle, pour le tourisme de luxe du XXI^{ème} siècle, comme pour le tourisme de masse depuis les années 60, comme un déplacement hors nécessité, pour le plaisir, le loisir ou une curiosité superficielle, (« passer en touriste »), aux destinations interchangeables, utilisant des infrastructures dédiées et/ou marchandisées : hébergements luxueux ou concentrationnaires, (auto)routes supplémentaires, parkings, boutiques etc. Les congés payés, quant à eux, furent surtout vécus par les ouvriers, comme le bonheur de savourer du temps libre avec parfois du déplacement mais non marchand.

Le tourisme de masse est, de nos jours, fort mal vu. Ses effets délétères sont très critiqués : nombre, pollutions - 10% des gaz à effet de serre de la France - uniformisation du monde, marchandisation de ce que nous appelons la nature, marchandisation des relations humaines - rapports de prestataires à clients - gaspillage d'argent public dans les subventions, dévastation des paysages, gaspillage de terres agricoles (cf. Fontiers-Cabardes, Aude : 240 ha ; Quillan, Aude : 5,5 ha ; projet Lac de Montbel, PLUI), fausse authenticité, inflation générale et notamment de l'immobilier, concurrence aux logements à l'année (cf. les grosses manifestations bretonnes ou à Bayonne : 8000 personnes le 20 novembre 2021 pour « se loger au pays »). Il faut savoir que les logements pour touristes prévus dans les PLUI ne sont pas transposables en logements à l'année.

Aussi, élus et entreprises ont-ils changé, non pas de plans de « retombées économiques » mais de langage. Il n'est plus question de tourisme de masse mais « d'AlterTourisme » : doux, éthique, responsable, vert, intelligent, écologique (comme à Montbel), raisonné ; de nouveaux labels sont créés : station verte, station 4 saisons, villages fleuris, grands sites dont « les 4M » en Ariège (Montségur, Monts d'Olmes, Mirepoix, Montbel), Pays d'Art et d'Histoire, entreprise à mission etc.

Mais aux mêmes causes (gigantisme des métropoles, travail stressant) les mêmes effets : nombre, création d'infrastructures (voies vertes, hébergements, parkings etc.) marchandisation, uniformisation, injonction sociale, marketing ... D'ailleurs on voit mal comment les élus et les entreprises feraient la promotion « d'alter activités » si douces qu'elle ne produiraient aucune retombée économique ! « L'alter Tourisme » est donc inclus dans les 20 % d'augmentation du tourisme en Ariège souhaité par l'A.D.T. Il ne remplacera pas le tourisme de masse mais s'y ajoutera, comme l'éolien au nucléaire, avec de plus petites unités, comme à Montbel, et non des Center Parcs de 4500 hébergements, comme dans le projet abandonné en 2020 à Roybon, en Isère.

Dans son dernier numéro, le Guide de l'AntiTourisme produit une étude intéressante sur le cyclotourisme. « Le Tourisme doux » est un marché à part entière : Eurovélo, (réseau de 17 itinéraires et 91 500 km) et Via Rhona, entre le lac Léman et la Méditerranée, ont engendré 65 000 nuitées en 2017 ; la Loire est parcourue à vélo par un million de visiteurs/an qui consomment 80€/jour ; chaque km aménagé rapporterait au territoire entre 17 000€ en Bretagne et 32 200€ le long de la Loire. Le Tourisme à vélo, 5 milliards d'euros par an soit une augmentation de 46 % en 10 ans. D'ici 2030, 7894 km supplémentaires sont prévus sur les 58 itinéraires inscrits au schéma national des « véloroutes ». Il y a 4000 prestataires « Accueil Vélo » et des aires de services sont prévues tous les 30 km.

L'impression de liberté, d'originalité que l'on peut



avoir depuis une selle de vélo se dissout dans les statistiques économiques et l'aménagement du territoire. Les propositions altertouristiques c'est-à-dire les cases auxquelles élus et entreprises veulent nous assigner, éliminent toute velléité et potentialité d'aventure et que quelque chose advienne. Tout est prévu et marchand. Les possibilités gratuites et fortuites disparaissent. On n'accueille plus le voyageur, on lui indique le « Gîte de France » ou le « Air BnB ». Les bivouacs dans la nature sont désormais interdits sous peine d'amende. Le tourisme, de masse ou alter, c'est le voyage rendu impossible, tant le voyageur est pris dans les infrastructures contraignantes qui lui sont étrangères, et soumis au nouveau regard que l'autochtone porte sur lui... « Poètes, vos papiers ! » Cette avalanche de propositions d'activités, de masse ou alter, est infantilissante. Comme le fait remarquer François Terrasson pour dénoncer la mise en passivité du touriste : « On fait croire aux gens que les emmener quelque part c'est la même chose que s'ils y allaient ». Donc, ne nous étonnons pas des indécidables de la part de ces gens qui ne font que passer car « seuls ceux qui sont capables de découvrir par eux-mêmes les éléments de la nature sont également capables de les respecter » (F. Terrasson encore).

De masse ou alter, ces projets s'accompagnent souvent d'un déni de démocratie qui consiste à respecter à la lettre les contraintes légales tout en les contournant. Projet du Lac de Montbel encore : d'abord un défaut d'information du public pointé par l'enquêteur lui-même ; ensuite, les maires de la Com-Com, assez ignorants du projet, ont été conviés à une présentation faite par... l'investisseur, le 4 février 2021, c'est-à-dire 5 jours avant le vote d'approbation par ces mêmes maires, prévu le 9 février 2021 ; résultat : 42 votes pour le projet sur 46 votants (cf. le Compte rendu du Conseil de la Com. Com du 04/02/21). Sans commentaire !

Le Lac de Montbel, ses tritons et ses loutres, ses pêcheurs et promeneurs, sa tranquillité et son silence. Cela n'a pas empêché les élus du département de mandater l'Agence Ariège Activité (AAA) afin de trouver « une entreprise d'hébergement touristique innovant » pour ce « site exceptionnel » (cf. compte rendu du Conseil de la Com. Com du 29/06/20), révélant ainsi l'écart entre la sérénité du lieu, telle que vécue par les passants, humains et non humains, et la sérénité comme élément de langage jeté sur un plan, depuis un bureau, pour ses « retombées économiques » dans la logique du développement. « Défaire le développement, refaire le monde » fut un slogan.

Pour les élus, les entreprises et une partie de la population, la nature n'est qu'une « étendue » à exploiter : « ce projet valorise le site » ! (cf. rapport d'enquête projet Montbel, page 44) ou à protéger : « la nature sera mieux protégée grâce à un écologue » ! (cf. p.18), avec fléchages et cheminements. **Dans les deux cas elle ne semble fréquentable qu'aménagée.** Or, « je veux entrer dans la nature comme dans un rêve et non par un panneau » dit François Terrasson, ou encore « La forêt n'est pas un simple puits de carbone ni un corridor biologique, elle est une liaison au passé, indispensable à la conscience » dit Henri Mora.

Bernard Charbonneau ou Philippe Descola, entre autres écrivains, voient plus loin : la nature est une invention de l'humain. C'est parce que, dans les récits grecs ou bibliques, nous nous sommes positionnés dans un face à face esprit/matière, sujet/objet que nous pouvons disséquer, exploiter, protéger et... contempler, ce que nous avons appelé « La Nature », cette division dans l'unité du Cosmos étant fort dommageable à notre résilience et à notre sérénité.

On aimerait dire « Défaire le Tourisme, refaire notre rapport au monde ». Mais, conscients du rouleau compresseur, augmentons au moins notre lucidité en explorant cette vaste question du tourisme, assez embrouillée, qui n'est débattue que comme solution et nulle part comme problème majeur.

Tentons de résister aux nouveaux projets des élus, à Montbel et ailleurs !

Bibliographie : François Terrasson, La civilisation anti-nature ; Bernard Charbonneau, Le jardin de Babylone ; Henri Mora, Du chambard dans les Chambarans à propos de Roybon et Désastres touristiques ; Rodolphe Christin, Tourisme : émancipation ou contrôle social ? ; Guide de l'AntiTourisme n°2 de l'Office de l'Anti Tourisme de Grenoble, avec Cassandre ; Alain Corbin, historien, Désir de rivage 1750-1850 et L'avènement des loisirs 1850-1960.

Geneviève de Belloc